

Initiatives ministérielles

Cela a aussi pour effet, en répartissant les risques, de rendre la Société pour l'expansion des exportations moins vulnérable à l'effondrement soudain d'un pays étranger ou d'une devise étrangère.

Beaucoup de nos concurrents offrent maintenant à leurs exportateurs un crédit de préfinancement à long terme, ce qui veut dire que, dans ces pays, les frais de développement sont financés par l'État. Les modifications proposées permettraient à la Société pour l'expansion des exportations d'offrir ce genre de service aussi, initiative louable de la part du gouvernement et de la société.

Pour pouvoir faire des affaires à long terme, la société sera même appelée à participer à la planification et à toutes les autres étapes préparatoires d'un projet visant à accroître les exportations vers d'autres régions.

De plus, certains changements autoriseraient ou faciliteraient apparemment les ventes à l'exportation grâce à des dispositions de location selon lesquelles la SEE pourrait offrir un crédit-bail ou participer directement au capital en finançant des baux. Tout un éventail de partenariats pourrait ainsi se constituer.

Ces propositions offrent la souplesse dont nos concurrents semblent profiter et devraient aider un peu à établir l'infrastructure dont nos exportateurs ont besoin pour financer et assurer leurs ventes à l'exportation.

L'exportation a toujours tenu une place extrêmement importante dans notre pays. Ce fut le cas de nos toutes premières activités économiques, à l'époque où nos exportations des fourrures en Europe, jusqu'au jour où nous avons ajouté le bois d'oeuvre, puis le blé, pour finir par exporter une vaste gamme de produits de base, de produits finis et de services. Le rôle qui incombe à la Société pour l'expansion des exportations peut être très important.

Je suis heureux d'appuyer l'adoption de ce projet de loi aujourd'hui. Je sais que nos collègues de l'autre endroit l'étudieront avec célérité, nous permettant ainsi de modifier les activités de la Société pour l'expansion des exportations.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir intervenir dans le débat du projet de loi C-118. Comme je l'ai déjà dit, j'appuie entièrement le projet de loi.

• (1300)

Deux ou trois de mes collègues m'ont demandé au début de la journée si j'avais joué au golf ou si j'avais fait de la bicyclette au cours de la fin de semaine. J'ai plutôt assisté à des funérailles. La cérémonie s'est déroulée en plein air, le long du Golden Mile à Scarborough, à Toronto. On enterrait l'élément le plus productif et le plus rentable de l'empire de General Motors, c'est-à-dire l'usine de fourgonnettes de Scarborough. Les Travailleurs canadiens de l'automobile avaient organisé des funérailles samedi, et cette usine est située tout près de ma circonscription. Les hommes et les femmes qui travaillent à cette usine viennent d'un peu partout dans notre ville.

Cette usine exportait 90 p. 100 de ses produits, non seulement aux quatre coins de l'Amérique du Nord, mais aussi dans différentes parties du monde. C'est une usine qui, au cours des 10 dernières années, a apporté une contribution de 2,2 milliards de dollars au bilan de General Motors.

Mon collègue de Brampton s'est demandé, avec raison, ce que cela avait à voir avec la SEE. Mais cela a tout à voir avec la SEE, car si nous voulons revitaliser nos exportations, notre secteur de la petite et moyenne entreprise, nous devons assurer un bien meilleur soutien que nous ne l'avons fait à des usines comme celle des fourgonnettes de Scarborough.

M. McDermid: Qu'aurions-nous dû faire?

M. Mills: Je puis honnêtement répondre au député de Brampton, qui est le ministre chargé de la Privatisation, que je n'interviens pas ici aujourd'hui pour proposer une solution magique, et je l'avoue bien franchement. Mais je dois dire que lorsque 3 500 personnes perdent directement leur emploi et que cela peut se répercuter sur 10 000 à 15 000 autres personnes dans la région où l'on habite, il y a de quoi ébranler la confiance dans l'économie de la région que le député et moi représentons à la Chambre.

Je sais que c'est un problème très difficile pour le gouvernement. Il est déjà dommage de voir fermer des usines qui ne sont pas rentables, mais quand on voit fermer une usine qui a apporté une contribution de 2,2 milliards de dollars au bilan de General Motors, comment cela ne peut-il pas ébranler notre confiance? Il s'agit d'une usine dont la productivité et la qualité des produits lui ont mérité de nombreuses distinctions. Voilà soudain que cette excellente usine qui exportait. . .